



PRESAO

Programme de Renforcement et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest
West Africa Food Security Capacity Strengthening and Research Program

Résultats de recherche N° 2010-01

Septembre 2010

Composante SRAI

Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa

Transmission des fluctuations des prix alimentaires mondiaux en Afrique de l'Ouest

Par:

Boubacar Diallo
Nango Dembélé
John Staatz

syngenta fondation pour
une agriculture
durable



Les documents du PRESAO sont disponibles à <http://www.aec.msu.edu/fs2/presao.htm>

Contexte, but et méthode

La région Ouest Africaine a été frappée de plein fouet par la hausse spectaculaire des prix alimentaires mondiaux en 2007-08. Le degré de transmission de cette hausse sur les marchés domestiques a été ciblé dans le cadre de cette étude réalisée par les SIMs en janvier 2010 sous le financement de « la Fondation Syngenta pour une Agriculture Durable ». L'étude a couvert le Burkina, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal. Ces pays sont pour la plupart très dépendant des importations de riz. L'étude vise à répondre aux besoins des décideurs de plus en plus préoccupés par l'impact de la hausse de prix sur les marchés domestiques et les mesures les plus efficaces à mettre en œuvre pour les couches les plus vulnérables. Une des questions qui est sur toutes les lèvres est celle de savoir si la hausse des prix alimentaires mondiaux profite aux producteurs de la sous-région. L'étude s'est basée sur la méthode des variations cumulées en pourcentage appliquée aux données de prix sur les principaux marchés de la sous-région.

Les causes de la hausse des prix alimentaires mondiaux

Les fortes hausses du prix des céréales a nourri l'inflation des prix alimentaires au niveau mondial avec ses conséquences désastreuses à travers le monde. Ainsi, le prix du blé a augmenté de 130 % sur les marchés mondiaux entre mars 2007 et mars 2008, celui du riz de près de 90 % et celui du maïs de presque un tiers. L'indice global des prix des produits alimentaires de base de la FAO, qui avait augmenté de 8 % en 2005-06, a progressé de 24 % en 2007. Entre janvier et mars 2008, ces prix ont connu une hausse de 53 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette situation sur les marchés mondiaux alimentaires est la résultante de causes conjoncturelles et structurelles qui ont provoqué un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande avec une baisse drastique des stocks mondiaux de denrées alimentaires de base, bien en deçà du niveau historiquement considéré critique pour une sécurisation des approvisionnements sur les marchés internationaux. Ces causes, par ailleurs bien documentées depuis par une littérature abondante, sont seulement citées ici à titre de rappel: (i) la demande croissante des pays émergents; (ii) les politiques de limitation de l'offre de certains grands pays producteurs; (iii) l'augmentation de la production de biocarburants induite par les niveaux élevés des cours du pétrole; (iv) les comportements alimentaires de plus en plus tournés vers la viande, induisant un accroissement de la demande de céréales pour l'alimentation animale; (v) la baisse continue du dollar, monnaie de référence pour les échanges internationaux, favorisant une inflation sur les marchés internationaux; (vi) la hausse du fret maritime consécutive au prix croissant du pétrole; (vii) la limitation, voire l'interdiction des exportations de denrées alimentaires par certains grands exportateurs pris de panique face aux prévisions pessimistes; (viii) les changements climatiques, etc.

Quelles ont été les réponses des acteurs dans la sous-région Ouest africaine ?

Devant de tels chocs, les stratégies développées par la plupart des décideurs ont été en général tournées vers des politiques de prix alimentaires abordables pour les populations urbaines. Les décideurs ont apporté des réponses variées dans le court terme, en mettant en œuvre des mesures d'urgence comme la suspension des droits de douane et/ou de la TVA, la fixation et le contrôle des prix de produits de première nécessité, la subvention de la consommation, l'interdiction d'exporter des denrées alimentaires même à l'intérieur de la région, les interventions directes sur les marchés alimentaires ainsi que des mesures ciblées sur les campagnes agricoles 2008/2009 et 2009/10. De

même, la détention ou le déstockage des stocks publics et privés ont été suivis d'effets importants sur l'ampleur de la transmission des prix entre marchés. Ainsi, les importateurs de denrées alimentaires ont usé de plusieurs alternatives pour pallier ou profiter de la crise en: (i) adoptant des comportements oligopolistiques entre opérateurs, (ii) en jouant sur les quantités ou la qualité des produits mis sur le marché; (iii) en évitant la baisse de leurs revenus par divers moyens notamment en jouant temporairement sur la réduction des marges, ...etc. Avec la flambée des prix et la forte hausse des coûts du transport et du fret maritime, les prix des denrées importées ont été multipliés par deux voire trois, ce qui selon certaines sources, a rendu le riz produit localement beaucoup plus compétitif que par le passé au grand plaisir des producteurs. Les mécanismes d'adaptation des ménages dans la sous-région ont été des plus difficiles: (1) achats d'aliments à crédit, (2) diminution des quantités consommées et réduction du nombre de repas, (3) consommation de produits de substitution, d'aliments moins préférés ou moins nutritifs...etc. C'est dans ce contexte, qu'une réunion extraordinaire des Ministres du Commerce, de l'Agriculture, de l'Economie et des Finances, des Etats membres de la CEDEAO s'est tenue le 19 mai 2008, à Abuja (Nigeria) pour examiner les conséquences de la situation de la hausse des prix des denrées alimentaires et dégager des mesures pour juguler à court terme la tendance haussière des prix et d'enrayer, à moyen et long termes, les risques de crise alimentaire dans la sous région.

Quelle a été l'ampleur de la transmission au niveau des marchés domestiques ?

Lorsque les prix internationaux des principales céréales (blé, riz, maïs) ont connu leur hausse en 2007-2008, les réponses enregistrées au niveau des marchés de la sous-région n'ont pas été uniformes car selon les politiques mises en œuvre dans les pays, la transmission de la hausse a été plus ou moins ressentie. Par rapport aux 6 pays étudiés, la transmission sur le prix du riz importé à la consommation a été plus forte au niveau des pays avec littoral (Guinée, Côte d'Ivoire, Sénégal) que des pays sans littoral (Burkina, Mali, Niger). Elle a été par exemple de 32% pour le Sénégal contre 22% pour le Mali. De même, la volatilité des prix a été plus marquée dans les pays avec littoral et la plus grande proportion de variations de prix constatées dans les pays continentaux relevait surtout de facteurs saisonniers. Par contre, la situation est inversée pour le maïs, pour lequel le taux de variation était de 30% pour le Mali et 22% pour le Sénégal. La transmission sur le prix du riz local à la consommation a été plus importante pour le Mali et la RCI et beaucoup plus importante pour le Niger. L'offre du riz au Mali et en RCI plus élevée qu'au Niger, aurait joué un rôle stabilisateur sur les prix à la consommation du riz local. Les hausses ont été en général beaucoup plus ressenties pour le riz importé que le riz local. La transmission sur le prix des produits de substitution (mil-sorgho au Sahel, banane plantain en RCI) a été importante au Mali et au Niger (58,55 et 22,86% respectivement) et montre que les prix des céréales locales non-échangeables ont connu aussi des hausses significatives mais d'ampleur moindre par rapport aux produits importés. Cependant, les hausses enregistrées pour les produits de substitution ont été de loin moins importantes que celles du riz à la consommation (13,18% pour le mil contre 22,52% pour le riz au Mali). En RCI, le marché de la banane plantain semble être déconnecté du marché international. Durant la hausse, le prix de la banane plantain a même légèrement baissé à Abidjan (environ 1%). Il sera difficile sur ces bases de déduire qu'il y'a eu réellement substitution en consommation entre produits échangeables et non-échangeables.

Quelles sont les implications pour la sécurité alimentaire ?

Globalement, cette analyse a démontré qu'environ un tiers des fluctuations des prix internationaux du riz et de maïs (exprimés en dollars US) pendant la crise de 2007-08 étaient transmises au niveau consommateur ouest-africain. La dépréciation du dollar vis-à-vis le FCFA et une série d'actions d'urgence (exonérations des droits d'importation, subventions à la consommation, etc.) ont amorti l'impact de la crise sur le consommateur, mais à un coût d'opportunité assez élevé pour les pays en termes des ressources qui n'étaient pas donc disponibles pour des investissements ailleurs. Pour l'ensemble des pays, l'on a assisté à un regain d'intérêt pour l'investissement dans la filière rizicole. La recherche de l'autosuffisance en riz ne relève plus du tabou, car il constitue à nouveau le principal objectif des stratégies nationales de développement de la riziculture. Cependant, les faibles investissements au niveau des autres maillons de la chaîne des valeurs (transformation, conservation, conditionnement) ont freiné les possibilités de substitution entre produits importés et produits locaux.

Une nouvelle hausse des prix internationaux résultant des dérèglements climatiques ou d'une demande plus accrue pour les biocarburants risque d'avoir des coûts similaires dans le court terme pour les consommateurs des pays Ouest Africains. Par contre, ces analyses laissent entrevoir un impact positif possible pour le développement agricole ouest africain à moyen et long terme qui découlera d'une augmentation des prix. Au Mali par exemple, dès que le prix du riz au niveau consommateur a augmenté, cette augmentation était transmise à 100% aux producteurs mais ceux-ci disposent de peu de moyens de répondre aux incitations. L'impact net sur la sécurité alimentaire dans la sous région dépend de l'équilibre entre ces impacts négatifs de court terme et plus positif au moyen et long terme. Si la hausse des prix internationaux se maintient dans la durée, les pays côtiers auront de plus en plus recours aux principaux bassins de production de la sous-région pour leur approvisionnement en riz et en maïs. La question pendante sera le degré de réponse des producteurs et des décideurs pour satisfaire cette demande potentielle. Beaucoup de pays intérieurs ont déjà envisagé la mise en œuvre de programme d'investissement qui permettra d'accroître les superficies et les rendements des produits d'import-substitution pour satisfaire une demande sous-régionale de plus en plus importante (poursuite de l'initiative riz et mise en route de l'initiative maïs au Mali, extension des superficies irriguées en maîtrise totale au Burkina, vaste programme d'intensification à l'échelle régionale de la CEDEAO...etc.). Cependant beaucoup reste à faire au niveau des autres maillons de la chaîne de valeur notamment dans l'amélioration de la qualité des produits. Le commerce intra-régional sera appelé à se développer davantage avec la demande potentielle des pays côtiers y compris le Nigéria.
